Cour d'appel

Paris

Pôle 1, chambre 7

Ordonnance

14 Septembre 2015

N° 13/10130

Société NATUR ESTETIC REPRÉSENTÉE PAR SON GÉRANT M. DE WIT, Société THE LIFESKILLS COMPANY Représentée par son gérant M. Alexandre DE WIT, Monsieur PATRICK SOLVAY, Monsieur ALEXANDER DE WIT, Monsieur PIERRE-YVES ROBERT, Société MATHILOS REPRESENTEE PAR SON GERANT M. DE WIT

Maître François TEYTAUD

Classement :Inédit

Contentieux Judiciaire

CCC et CE notifiées REPUBLIQUE FRANCAISE

par LRAR aux parties AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

le :

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 1 - Chambre 7

CCC et CE notifiées

en LS aux avocats le :

ORDONNANCE DU 14 SEPTEMBRE 2015

(n° , 3 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : S 13/10130

Demande d'ordonnance de taxe après Certificat de Vérification

Nature de la décision : INFIRMATION PARTIELLE

Nous, P. LEFEVRE, Conseiller à la Cour d'appel de Paris, agissant par délégation de Madame la Première Présidente de cette Cour, assistée de P. PUIPIER, greffière.

Statuant sur le recours formé par:

Société NATUR ESTETIC REPRÉSENTÉE PAR SON GÉRANT M. DE WIT

Société THE LIFESKILLS COMPANY

Représentée par son gérant M. Alexandre DE WIT

Monsieur PATRICK SOLVAY

Monsieur ALEXANDER DE WIT

Monsieur PIERRE-YVES ROBERT

Société MATHILOS REPRESNTÉE PAR SON GERANT M. DE WIT

Représentée par Me Olivier BINDER de la SCP GRANRUT Société d'Avocats, avocat au barreau de PARIS, toque : P0014

contre un certificat de vérification des dépens N°13/18893 rendu le 25 mars 2013 par le Greffier en chef de la Cour d'appel de Paris qui a arrêté à la somme de 9 667,55euro les dépens de :

Maître François TEYTAUD

Par courrier de leur conseil reçu le 21 mai 2013, les sociétés NATUR ESTETIC, THE LIFESKILLS COMPAGNY et MATHILODOS ainsi que Messieurs SOLVAY, DE WIT et ROBERT, tant à titre personnel que venant aux droits de Mme JOHANSSON condamnés à supporter la charge des dépens qu'ils avaient exposés par arrêt de cette cour du 23 janvier 2013, contestent l'état de frais de leur postulant, Me TEYTAUD anciennement avoué, vérifié le 25 mars 2013 à hauteur de 9667,55euro. Ils relatent le déroulement de la procédure d'appel du jugement du tribunal de commerce du 16 septembre 2011, disant que leurs adversaires en avaient relevé appel à titre conservatoire et que la procédure s'est soldée par un arrêt d'homologation de la transaction intervenue entre les parties. Ils dénie à leur postulant, qui avait déjà opté pour la profession d'avocat à la date de sa constitution, son droit de voir appliquer le tarif, 'ses interventions effectives' étant postérieures au 1er janvier 2012 même 's'il a curieusement tenu à régulariser des écritures, un 30 décembre 2011". Ils estiment également que leur mandataire a manqué à son devoir de conseil et d'information, en laissant accréditer, par une demande de provision, que celle ci rapportaient à des honoraires et non à des émoluments, 'les premiers se substituant aux seconds' ;

Dans ses observations déposées le 15 novembre 2013, Me TEYTAUD soutient le rejet de cette contestation, rappelant qu'il a participé à la stratégie et aux écritures d'appel et que sa rémunération ne peut être envisagée que dans le cadre du décret portant tarif, ainsi que l'impose la loi 2011-94 du 25 janvier 2011.

Les débats ont été rouverts par une ordonnance du 13 octobre 2014 invitant les parties à présenter leurs observations sur le moyen soulevé d'office par le juge taxateur, ce qu'elles ont fait par courrier du 28 octobre 2014 et télécopie du 26 janvier 2014 mais il n'est pas justifié de leur communication à leurs adversaires et, en conséquence, les observations qu'elles contiennent ne peuvent être retenues ;

SUR CE,

Considérant que les éléments du dossier ne font pas apparaître d'irrégularité du recours'; que celui-ci sera donc déclaré recevable' ;

Considérant que selon l'article 27 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel, 'Dans les instances en cours à la date d'entrée en vigueur du chapitre 1er de la présente loi, l'avoué antérieurement constitué qui devient avocat conserve, dans la suite de la procédure, jusqu'à l'arrêt sur le fond, les attributions qui lui étaient initialement dévolues. De même, l'avocat choisi par la partie assure seul l'assistance de celle-ci. Ces dispositions s'appliquent sous réserve de la démission, du décès ou de la radiation de l'un de ces auxiliaires de justice ou d'un accord entre eux ou encore d'une décision contraire de la partie intéressée. Dans tous les cas, chacun est rémunéré selon les dispositions applicables avant cette entrée en vigueur.

L'avoué qui renonce à devenir avocat avise la partie, au plus tard trois mois avant la date d'entrée en vigueur du chapitre 1er de la présente loi, qu'il lui appartient de choisir l'avocat qui se constituera comme postulant à compter de cette date.

Dans le cas où la partie est bénéficiaire de l'aide juridictionnelle et à défaut d'avocat désigné, l'avoué qui renonce à devenir avocat en avise le bâtonnier afin que soit désigné un avocat habilité à le substituer .

L'avoué dessaisi est rémunéré des actes accomplis antérieurement à son dessaisissement selon les dispositions applicables avant la date d'entrée en vigueur du chapitre 1er de la présente loi' ;

Considérant que Me TEYTAUD s'est constitué avant le 31 décembre 2011 puis a conclu au fond le 30 décembre 2011, diligences effectuées ainsi qu'il résulte des termes du courrier de contestation, à la demande de l'avocat plaidant et, dès lors que ces actes sont intervenus avant la date butoir du 1er janvier 2012, Me TEYTAUD peut prétendre voir sa rémunération calculée selon les dispositions du décret 80-608 du 30 juillet 1980, la violation alléguée d'un éventuel devoir de conseil et d'information étant étrangère à l'objet de la présente procédure ;

Mais considérant que selon les dispositions des articles 709 et suivants du code de procédure civile, la contestation d'un certificat de vérification de la rémunération due à un avoué s'analyse en une demande de taxe soumise à l'appréciation du juge taxateur qui statue au regard des dispositions du décret 80-608 du 30 juillet 1980, modifié par les décrets 84-815 du 31 août 1984 et 2003-429 du 12 mai 2003 fixant le tarif des avoués près les cours d'appels et procède même d'office à tous

redressements nécessaires afin de rendre le compte conforme à ce tarif, conformément à l'article 771 du code de procédure civile ;

Que l'arrêt du 23 janvier 2013 homologue et donne force exécutoire à l'accord transactionnel signé entre les parties, le 25 avril 2012 et en conséquence, constate l'extinction de l'instance (souligné par nous), que dès lors que le litige trouve sa solution non dans une décision juridictionnelle mais dans une transaction qui est homologuée par le juge, cette décision ne peut être qualifiée ainsi qu'il est indiqué à l'état de frais 'd'arrêt au fond tranchant tout ou partie du principal - article 480 du code de procédure civile' emportant application du coefficient 1 prévu à la ligne 7 du tableau A, seul le coefficient de 0,70 de l'article 6 pouvant recevoir application sans y ajouter la majoration de 0,30 du tableau B ligne 28, Me TEYTAUD évoquant sa participation effective non à l'élaboration de la transaction mais aux conclusions d'homologation de celle-ci ;

Que dès lors, l'émolument de Me TEYTAUD sera ramené à la somme de 6762,66euro à laquelle s'ajoute ses débours pour 6,60euro, l'état de frais devant être taxé à la somme de 6769,26euro ;

PAR CES MOTIFS

Déclarons la contestation formulée par les sociétés NATUR ESTETIC, THE LIFESKILLS COMPAGNY et MATHILOSODOS et Messieurs SOLVAY, DE WIT et ROBERT, tant à titre personnel que venant aux droits de Mme JOHANSSON recevable et partiellement fondée ;

Taxons l'état de frais de Maître TEYTAUD à la somme de 6 762,66euro ;

Laissons les frais de la présente instance à la charge de Maître TEYTAUD ;

Ordonnance rendue le quatorze septembre deux mil quinze par Patricia LEFEVRE, Conseiller, qui en a signé la minute avec Patricia PUPIER, Greffière.

Le greffier Le Conseiller